L'Abeille de la Nouvelle-Orléans

Bureaux, rue 73 rue de Chartres.

NOUVELLE-ORLEANS.

JEUDI 21 NOVEMBRE 1878.

DEPECHES Télégraphiques

TRANSMISES A L'ABEILLE

NOUVELLES ETRANGERES.

Gambetta et de Fourtou.

Paris, 20.—Grande émotion à Paris à propos du duel prétendu qui devait avoir lieu, disait-on, entre l'ex-ministre De Fourtou et Gambetta.

L'insulte venait de Gambetta qui aurait injurié l'ex-ministre au sein de la commission qui vient justement de recommander son invalidation. L'insulte portait également sur le caractère personnel et officiel de M. De Fourtou et elle semblait de nature à ne pouvoir être lavée que par un duel. Pourtant, dans certains cercles on croyait que le duel serait évité. Les conservateurs et les bonapartistes plaisantent Gambetta sur le beau rôle qu'il semble éprouver de faire exhiber de son courage personnel, mais qu'il trouvera moyen d'arranger les choses. La jeunesse, ardente comme à l'ordinaire, dit au contraire que M. de Fourtou ne peut se trouver satisfait que par des excuses humiliantes que Gambetta ne peut faire, et que, par conséquent, le duel est inévitable.

Les nouvelles du soir disent qu'il n'est pas vrai que M. de Fourtou ait provoqué Gambetta en duel.

Assemblée au Trocadéro en faveur du traité franco-américain.

Paris, 20—M. Devinck, ex-membre de la Chambre des Députés, est mort.

Une grande assemblée aura lieu au palais du Trocadéro le 1er décembre, en faveur du traité franco-américain.

M. Oscar de Lafayette, sénateur, président, M. Reuben E. Fenton, M. de Lesseps, le comte Feuchet de Carell, sénateur, et M. Léon Chotteau parleront.

La tentative d'assassinat de Humbert Ier.

Naples, 20—Signor Mevillo, éditeur du journal le Consacur, a été arrêté. C'était un membre associé de Passanante, et il fut arrêté en même temps que lui en 1870, pour avoir affiché des placards révolutionnaires. Le marchand qui a vendu à Passanante le couteau avec lequel il a tenté d'assassiner le roi a été arrêté également.

Passanante a dit à ceux qui l'interrogeaient qu'il avait voulu en finir avec le Roi, et que s'il eut eu assez d'argent pour acheter un revolver, il y eut réussi. Son idée, en assassinant Humbert, était de travailler à l'établissement d'une république universelle.

Interrogé s'il avait voulu réellement tuer le roi ou simplement le blesser, il répondit: Je voulais en finir avec lui. Il a affirmé n'être ni internationaliste ni socialiste. Il ne connaissait pas la signification de ces mots; mais il ne peut pas expliquer comment il se trouvait en possession d'un ouvrage sur l'Internationale. Le roi va conférer le collier de l'Annunziata au ministre Cairoli.

Florence, 20—Les autorités ont fait plusieurs arrestations de gens soupçonnés de complicité dans l'affaire de la bombe lancée au milieu du défilé à Florence.

Londres, 20—Une dépêche de Rome au Times dit que Passanante a montré le plus grand sang-froid pendant son interrogatoire. Il avait évidemment médité froidement l'exécution de son crime et bien pris son parti sur les conséquences. A un moment, le magistrat ayant exprimé son horreur pour l'attentat: Vous vous excitez trop, dit l'assassin. Comme on lui faisait observer que, sans l'intervention de la police, il eut été mis en pièces par le peuple.—Oh, répliqua-t-il, le peuple est idiot; il m'en fait jamais d'autre.

Naples, 20—On a arrêté un homme qui, le matin de l'assassinat, a dit qu'après cela il serait immédiate.

Affreuse détresse des classes ouvrières à Londres.

Londres, 20—Une détresse, un dénuement effrayante existent parmi les ouvriers de Sheffield par suite de la dépression des affaires. Des centaines vivent dans des barraques sans vêtements, sans mobilier; ils ont été obligés de tout vendre pour se procurer quelque nourriture. Ils meurent faut, et ils ne vivent que de la charité publique et des secours qu'ils reçoivent de leurs voisins. Le maire a convoqué un meeting pour venir au secours de ces malheureux.

Assassinat d'un ex-président.

Paris, 20—Une dépêche annonce que Manuel Parde, ex-président du Pérou, a été assassiné.

Lord Beaconsfield et le comité parlementaire au sujet des affaires de l'Inde.

Londres, 20—Le comité organisé pour avoir à une réunion hâtive du Parlement, en vue d'une guerre avec l'Afghanistan, a demandé une entrevue à lord Beaconsfield. Le ministre a répondu à lord Lawrence, président du comité, que en cas de commencement des hostilités, le gouvernement se hâterait de demander à Sa Majesté de faire au Parlement toutes les communications prévues par la loi régiant les relations de la couronne avec l'Inde; qu'avant la fin du mois, tous les documents relatifs à l'Inde seraient publiés.

Le comité de Lord Lawrence a adopté une résolution regrettant le refus de Lord Beaconsfield d'accorder à la députation la conférence demandée, et condamnant le dessein qu'il attribue au ministre de ne consulter le Parlement que quand les hostilités seraient commencées. Le comité s'est ajourné à vendredi et a décidé de faire signer une protestation.

La loi à laquelle lord Beaconsfield fait allusion dans la réponse à lord Lawrence dit que, quand le Parlement siége, tout cas d'une guerre avec l'Afghanistan, se demande